

Communiqué de presse des représentants du personnel au Conseil d'Administration du CNRS du 2 décembre 2010

Le CA du CNRS s'est réuni avec comme point essentiel à l'ordre du jour, l'adoption du budget 2011.

Le budget (subvention de l'Etat) du CNRS stagne, mais en réalité diminue du fait de la mise en réserve de 5% au titre de la LOLF.

Les dépenses de personnel augmentent de 0,68%. L'augmentation est essentiellement due à la montée des charges pour les pensions civiles (retraites). Les départs définitifs (retraites, décès et démissions) sont remplacés. Cependant on constate depuis 2007, une baisse de 400 ETPT (Equivalent Temps Plein Travaillé). 68 ETPT seraient perdus dans le budget 2011 par rapport à 2010. Ce qui se traduit par une baisse des effectifs statutaires chercheurs et ITA. Par contre, l'emploi précaire alimenté par les ressources propres (contrats ANR, Europe, ...) augmente.

Les crédits disponibles sur subvention d'état (FEI : Fonctionnement Equipement Investissement) diminuent de 7,8 % par rapport à 2010. Ceci se traduira par une baisse conséquente des budgets récurrents des laboratoires, en moyenne de 11%. Les subventions aux TGIR (Très Grands Infrastructures de Recherche) diminuent de 25 Millions €. Cette diminution concerne essentiellement les TGIR conduits par les unités de recherche auquel participe le CNRS.

Le budget 2011 arrive à la limite des réductions possibles sur les dépenses compressibles. Une telle politique conduira le CNRS à réduire les dépenses sur les TGIR dans les années futures ou à en supprimer certains, ceci n'empêchera pas une nouvelle baisse des subventions récurrentes des laboratoires en 2012.

Les élus représentant les personnels dénoncent cette situation qui ne laisse au CNRS comme seul levier pour sa politique scientifique l'affectation de ses personnels. Les élus représentant les personnels, ainsi que les représentants du monde du travail (CGT et FSU) ont voté contre ce budget.

Les élus ont dénoncé la politique gouvernementale des Idex, Labex, Equipex qui se traduira par une sélection thématique sur une dizaine de sites. Cette politique s'accompagnera forcément de déstructurations de laboratoires et de réseaux de travail. Ils ont insisté pour que le CNRS soutienne l'ensemble des UMR (budget et personnels) et non pas les seuls Labex.

L'intersyndicale de l'enseignement supérieur et de la recherche appelle à une assemblée générale d'information et de débat le mardi 14 décembre à 10h30 auditorium du CNRS 3 rue Michel Ange.

Lise CARON (SNTRS-CGT), Martine DE ANGELIS (SGEN-CFDT), Patrick MONFORT (SNCS-FSU), Daniel STEINMETZ (SNTRS-CGT).